

# **IN Magazine N° 184 - Mars / Avril 2019**

15 mars 2019

Face aux violences du quotidien dont sont victimes les salariés, les privés d'emplois, les lycéens et étudiants, les retraités, grandit le besoin de convergence, avec la Cgt, et son INDECOSA-CGT, quel que soit la couleur des gilets, rouge, vert, rose, jaune...

Aussi, réduire le mouvement des gilets jaunes à la violence est une grossière erreur. C'est tout simplement refuser de voir qu'ils retissent les valeurs républicaines qui sont les nôtres : fraternité, liberté, justice sociale, et ce sentiment d'être ensemble, coude à coude, pour faire cause commune.

Quand les politiques libérales exacerbent les concurrences dans et pour l'emploi, insécurisent les carrières, les devenirs, éclatent les collectifs de travail, divisent, isolent les souffrances, empêchant qu'entre salariés se forge l'intérêt commun, ce mouvement des Gilets ne divise pas, il réconcilie, il sort du chacun pour soi.

La violence, des milliers de travailleurs la vivent chaque mois, lorsqu'ils n'ont plus un centime pour le terminer, que la carte bancaire est rejetée et qu'enflent les découverts, les dettes de loyer, de gaz, d'électricité.

Aussi INDECOSA est au cœur des besoins, des revendications des salariés consommateurs, du mouvement social lorsqu'elle exige la mise en place d'un forfait unique de services à tarif règlementé et des critères harmonisés pour identifier la population fragile. Lorsqu'elle refuse les expulsions pour dettes de loyers, elle met au centre des politiques publiques le droit au logement. Lorsqu'elle lutte contre les coupures de gaz et d'électricité, elle indique que l'énergie est un produit de première nécessité et que personne ne peut en être privé pour cause de pauvreté. Les actions d'INDECOSA-CGT ont d'ailleurs été plébiscitées lors des élections des locataires de l'habitat social. Elle passe de 74 élus en 2014 à 98 en 2019.

Macron touche au pouvoir d'achat des salariés consommateurs sans répondre aux besoins des producteurs, à l'amélioration des produits, aux enjeux écologiques. La loi Egalim est le résultat de la grand'messe "Agriculture et alimentation". Seule la grande distribution tire les marrons du feu. Ce texte fait l'impasse sur l'instauration d'une contrainte forte qui nécessiterait un arbitrage public des

relations commerciales. Les dysfonctionnements s'accumulent. La sécurité alimentaire devient une véritable passoire avec l'importation de viandes avariées de Pologne.

INDECOSA-CGT exige une véritable traçabilité tout au long de la chaîne et pas seulement à la sortie de l'abattoir. Avec la mondialisation les intermédiaires sont nombreux et les autocontrôles deviennent obsolètes. Il faut à la fois renforcer les organismes de contrôle et mettre fin à des années de suppressions d'effectifs chargés de ce contrôle sanitaire (DGCCRF) et renforcer les droits des lanceurs d'alerte.

Oui, nous avons besoin plus que jamais de faire chanter ensemble les couleurs des convergences pour gagner le droit de vivre dignement.

Patrice Bouillon, Secrétaire National